

**Assemblée générale**

Distr. limitée
7 décembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 111 de l'ordre du jour

**Projet de résolution présenté par le Président
à l'issue de consultations officielles****Rapports financiers et états financiers vérifiés
et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

L'Assemblée générale,

Ayant examiné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997, les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'Organisation des Nations Unies¹, des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (pour la période terminée le 30 juin 1997)², du Centre CNUCED/OMC du commerce international et de l'Université des Nations Unies³, du Programme des Nations Unies pour le développement⁴, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance⁵, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient⁶, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche⁷, des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁸, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement⁹, du Fonds des Nations Unies pour la population¹⁰, de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains¹¹, du Fonds du Programme des Nations Unies pour

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 5 (A/53/5), vol. I, chap. I et V.

² Ibid., cinquante-deuxième session, Supplément No 5 (A/52/5), vol. II, chap. I et V.

³ Ibid., cinquante-troisième session, Supplément No 5 (A/53/5), vol. III, chap. IV; et vol. IV, chap. I et V.

⁴ Ibid., Supplément No 5A (A/53/5/Add.1), chap. I et IV.

⁵ Ibid., Supplément No 5B (A/53/5/Add.2), chap. I et IV.

⁶ Ibid., Supplément No 5C (A/53/5/Add.3), chap. I et V.

⁷ Ibid., Supplément No 5D (A/53/5/Add.4), chap. I et V.

⁸ Ibid., Supplément No 5E (A/53/5/Add.5), chap. III et IV.

⁹ Ibid., Supplément No 5F (A/53/5/Add.6), chap. I et V.

¹⁰ Ibid., Supplément No 5G (A/53/5/Add.7), chap. I et V.

¹¹ Ibid., Supplément No 5H (A/53/5/Add.8), chap. I et V.

le contrôle international des drogues¹² et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets¹³, les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes¹⁴, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes¹⁵, et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁶,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur les mesures prises ou envisagées pour appliquer les récentes recommandations du Comité des commissaires aux comptes¹⁷ et sur les réponses des chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies aux recommandations du Comité¹⁸,

Rendant hommage au Comité des commissaires aux comptes pour la façon exhaustive et efficace dont il a effectué ses examens, conformément à l'article 12.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies,

Se déclarant préoccupée par les problèmes et lacunes que le Comité des commissaires aux comptes continue à relever dans l'administration et la gestion financières de l'Organisation des Nations Unies,

Soulignant qu'il importe de mieux appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, telles qu'elle les a approuvées,

1. *Accepte* les rapports financiers et les états financiers vérifiés des organisations susmentionnées, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes les concernant, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *Accepte également* le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. *Note avec une vive préoccupation* que le Comité des commissaires aux comptes a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

4. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus de prendre des mesures correctives afin d'éviter que le Comité des commissaires aux comptes n'émette à nouveau des réserves lors de sa prochaine vérification;

¹² Ibid., *Supplément No 5I* (A/53/5/Add.9), chap. I et V.

¹³ Ibid., *Supplément No 5J* (A/53/5/Add.10), chap. I et IV.

¹⁴ Ibid., *cinquante et unième session, Supplément No 5* (A/51/5), vol. I, chap. II et III; *ibid.*, *cinquante-deuxième session, Supplément No 5* (A/52/5), vol. II, chap. II et III; *ibid.*, *cinquante-troisième session, Supplément No 5* (A/53/5), vol. III, chap. I et II; vol. IV, chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5A* (A/53/5/Add.1), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5B* (A/53/5/Add.2), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5C* (A/53/5/Add.3), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5D* (A/53/5/Add.4), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5E* (A/53/5/Add.5), chap. I et II; *ibid.*, *Supplément No 5F* (A/53/5/Add.6), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5G* (A/53/5/Add.7), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5H* (A/53/5/Add.8), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5I* (A/53/5/Add.9), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément No 5J* (A/53/5/Add.10), chap. II et III.

¹⁵ A/53/217.

¹⁶ A/53/513.

¹⁷ A/53/335 et A/52/879.

¹⁸ A/53/335/Add.1.

5. *Approuve* toutes les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et fait siennes les observations y relatives figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁶, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient appliquées sans retard, conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 5 de sa résolution 52/212 B du 31 mars 1998;

7. *Décide* d'examiner des questions spécifiques, selon qu'il conviendra, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes», à la reprise de sa cinquante-troisième session.
